

LA GAZETTE OFFICIELLE

Office des Nouvelles Européennes

DE LA CHASSE ET DE LA NATURE

Publication Hebdomadaire : 3,65 Euros

62^e ANNEE

N° 2274 du 20 janvier 2012



Photo archives R.L.

Chasse en ébullition

• **L'expression du ras-le-bol des chasseurs de migrateurs leur fait obtenir une audience au M.E.D.D.T.L. le 24 janvier**

- **Des manifs' comme sous le "règne Voynet" ?**
- **Le carton rouge des chasseurs du Nord au Gouvernement**
- **Le Président du 09 à la pointe du combat contre l'écologie sectaire et toujours plus restrictive... sauf pour sa "cassette"**

Chasse en ébullition

Communiqués, déclarations et le feu sur internet !

Chronologiquement, et vous le comprendrez à sa lecture, le communiqué qui suit cette présentation générale est arrivé postérieurement à tout ce que nous publions ci-après. Nous avons là la démonstration que l'expression ostensible de la colère ainsi que la mobilisation portent de premiers fruits... Mais il faudra obtenir du "consistant" lors de cette entrevue !

Les chasseurs vont être reçus au ministère de l'Écologie... Cette fois pas pour qu'on leur passe de la "pommade", ni pour faire bonne figure, mais pour exprimer leur rancœur après les dernières péripéties que nous avons déjà relatées. Et Willy Schraen, Président de la F.D.C. 62, qui s'est signalé ces derniers mois par sa détermination et sa combativité en plusieurs occasions sera l'un des porte-parole de ce mécontentement général des chasseurs de migrateurs, tout comme Michel Marcotte, Président du 59.

Au M.E.D.D.T.L. le 24 janvier

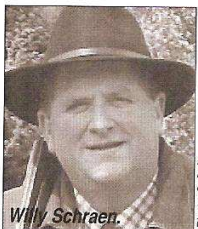
"Pour faire suite aux différents communiqués publiés par les fédérations de chasseurs et les associations spécialisées, la Ministre de l'Ecologie a souhaité recevoir cinq représentants de la chasse nationale, dont le Président de la Fédération du Pas-de-Calais, Willy Schraen, le 24 janvier prochain.

Cet entretien permettra notamment de rappeler le mécontentement des chasseurs après l'annulation des accords des tables rondes et leur inquiétude face aux évolutions négatives de la pratique cynégétique. Les chasseurs, gestionnaires de la Nature, ont déjà trop subi de la part des «escro-logistes», trop souvent écoutés !

En fonction de l'écoute de Madame la Ministre, mais surtout de sa réaction à traduire dans les faits les revendications du monde de la chasse, nous déciderons de l'évolution des événements.

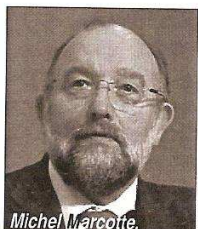
La colère gronde chez les chasseurs, il n'est plus seulement temps qu'on les écoute en les rassurant avec de vagues promesses, il faut maintenant des actes !"

Willy Schraen et Michel Marcotte
Présidents des fédérations 62 et 59



Willy Schraen.

Photo G.O.C.



Michel Marcotte.

Photo R.L.

Comme de 1997 à 2001 ?

Il faut remonter à la fin des années 90 et au passage de Dominique Voynet au M.A.T.E (alors Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement), pour voir les chasseurs français de migrateurs aussi remontés contre les politiques, mais aussi contre leurs propres responsables cynégétiques, nationaux surtout, accusés d'avoir fait preuve de manque de punch et de combativité pendant trop longtemps !

Il est vrai que lorsqu'on a entendu très clairement ces derniers temps que la directive "Oiseaux" de 1979 était bien illégale, ce qu'ils ont admis sans regimber, mais que personne n'a jamais rien fait contre et que toute la chasse française a subi sans sourciller, en laissant même sans broncher nombre de ses chasseurs condamner sur la base d'un texte sans légitimité, ça vous met la colère aux tripes !

Notre boîte mail déborde depuis quelques semaines de courriels incendiaires que nous ne pouvons bien sûr tous publier, tant ils sont nombreux, tant ils sont durs aussi parfois, certains ne faisant pas dans la dentelle !

Dans ce contexte de crise cynégétique réelle, qui rejoint celle, économique, sociale et politique que subissent trop de Français dans leur vie de tous les jours, il est évident que l'on va entendre parler des chasseurs et qu'on va aussi les entendre préférer leurs slogans dans les rues de certaines villes française et sans doute jusque dans la Capitale si rien de concret ne se produit dans les jours et semaines qui viennent...

Mais quand va-t-on comprendre enfin que, pour certains d'entre nous, elle est le seul loisir abordable qui leur permet d'échapper à un quotidien peu reluisant ?...

Pas question pour quantité de chasseurs non plus de se plier à des règles qui, d'évidence, ne sont soumises qu'au "bon" ou surtout mauvais vouloir de gens comme Bougrain-Dubourg et consorts, qui font et défont à leur guise et selon l'inspiration du moment la réglementation de la chasse depuis trop de temps déjà.

Alors que l'Europe semble moribonde et qu'on assiste dans ce pays et dans d'autres États membres à une montée sans précédent de quelques extrêmes qui revendiquent plus de souveraineté nationale et qui semblent aussi partisans de tourner le dos à l'U.E. telle qu'elle est aujourd'hui et telle qu'elle a fonctionné jusqu'ici, voire même d'en tourner la page définitivement, certains d'entre nous voient sans doute dans cette perspective comme une lueur d'espoir... C'est tentant, mais cela provoquerait plus de négatif que de positif.

C'est au "rouleau compresseur" technocratique européen, lamineur de différences, destructeurs des originalités qu'il faut dire non et c'est à nous,

tous ensemble, de faire changer l'Europe plutôt que de s'en détourner ou de tenter de l'abattre.

Mais cela passera d'abord par des changements dans ce pays où les partis politiques ne sont plus que des outils de promotion et de mise en place d'oligarchies de nantis, avides de leurs privilèges, qui ont oublié ce qu'est le Peuple. Il est donc temps de le leur rappeler !

Je vous avoue que voir le pays évoluer parce que les chasseurs auraient été les premiers à se mobiliser, des chasseurs citoyens ruraux responsables et porteurs de valeurs fortes dont trop de nos concitoyens, "coincés" dans les villes où on leur tient un discours banalisé récurrent, n'ont souvent pas idée hélas, me comblerait d'aise...

La protection des territoires et leur exploitation raisonnable pour assurer ensuite leur développement, voilà deux vocations fondamentales qui sont nôtres et que nous devons faire reconnaître et graver dans le marbre.

Si cela ne se faisait pas, l'affrontement entre ville et campagne deviendrait une réalité difficile à gérer...

Pensons d'ailleurs aux "petits" (l'épithète n'est pas péjorative !) maires ruraux, par exemple, qui en ont assez de la "vitrification" de leurs territoires par toutes les zones de protection qui ne leur permettent plus d'envisager la moindre réalisation sans affronter une paperasserie et une bureaucratie digne de la pire période de l'U.R.S.S...

Voilà le négatif que nous a apporté l'Europe, et voilà ce qu'ont relayé sur nos territoires des associations écolos qui n'en a rien à f... de voir crever les campagnes, tant leurs leaders font partie de l'intelligentsia "installée" et bobo donneuse de leçons, grassement subventionnée à tous niveaux, et dont il faut espérer quelle va prendre lors de la prochaine présidentielle la pire br...ée de son histoire !

Obtenir le tarissement du flot des subventions accordées à ses relais locaux, qui est pire qu'un tsunami, doit nous apparaître comme une priorité et nous devons tous nous mobiliser pour y parvenir.

Nous percevons déjà que le discours sur ce sujet est devenu quasi unitaire dans le monde cynégétique et que nous tenons peut-être là, enfin, un élément moteur d'une cohésion à affirmer.

Là encore, on nous fait parvenir quasiment au jour le jour le détail des subventions versées par les régions à ces mêmes associations et leur liste est longue, si longue, qu'il nous faudrait plusieurs gazettes pour tout publier.

Dans ma ville et voici quelques dizaines d'années, un ancien maire avait interpellé les associations locales en leur expliquant qu'elles feraient preuve de civisme en ne sollicitant pas les deniers publics pour fonctionner, sinon très exceptionnellement pour pouvoir organiser un événement d'importance au profit de toute la collectivité locale... Il faudrait que tous les élus de nos collectivités territoriales s'inspirent de cette attitude d'autant plus que trop de ces associations ne sont guère citoyennes, puisqu'elles s'en prennent sans cesse à d'autres citoyens et jusqu'à l'État qui les gave, on ne comprend même plus pourquoi !...

Une part de la révolte des chasseurs est là aussi...

R. Lacaze

Voici quelques réactions et communiqués à l'actualité cynégétique du moment..

Carton rouge au Gouvernement

Vous l'avez cherché, vous allez l'avoir !!!!

Malgré des appels pressants, nos justes revendications sont restées lettre morte ; l'heure n'est donc plus aux palabres ni aux effets d'annonces, mais bien à la mobilisation et à l'action.

Depuis des semaines nos organisations de sauvaginaires n'ont eu de cesse que de vous avertir sur l'incohérence de la politique gouvernementale sur de nombreux sujets liés à leur passion.

Au lieu de prendre des décisions fortes, comme l'annonce de la fin des moratoires en réponse au parjure de la bande à Bougrain-Dubourg (recours au Conseil d'État), vous nous amusez avec des "mesurettes", comme la

possibilité de prélever l'oie bernache du Canada jusqu'en 2015. Très franchement, nous n'en avons que faire.

Les millions distribués généreusement par l'État à ces associations qui ne représentent généralement qu'elles mêmes devraient leur permettre d'évacuer ce problème d'espèces invasives.

Les chasseurs ne sont ni les larbins ni les chevaliers servants d'une écologie à double face et encore moins les spectateurs passifs d'une dilapidation des fonds publics, donc de l'argent des contribuables.

Désormais, nous exigeons un retour à la situation de l'avant Tables Rondes, mais aussi la réouverture du débat sur la directive oiseaux et l'application de la Convention de Berne qui a primauté sur celle-ci, mais également la possibilité de chasser les limicoles comme suite à la décision prise par le Conseil d'Etat et cette liste n'est pas exhaustive...

Nous chasserons les espèces comme la biologie le permet. Nous vous sommons d'arrêter de nous spolier de nos territoires en vous cachant derrière des prétextes futiles (Europe, Natura 2000, S.C.A.P., Trames vertes et bleues etc , etc...)

Nous lançons, à compter de ce jour, une vaste campagne de communication...

Nous irons interpellier chaque représentant du Gouvernement en déplacement dans notre région et nous invitons les autres régions à faire de même. Et, surtout, nous chasserons en février ! en exigeant de notre Fédération nationale qu'elle appelle tous les chasseurs de migrants de France à la désobéissance cynégétique, faute de quoi cette instance qui est sensée défendre nos intérêts et non les leurs, risque d'avoir quelques surprises dans un avenir proche.

Et, si le message ne suffit pas, nous manifesterons à Lille le 10 mars 2012 en attendant de le faire probablement à Paris, à la veille des élections Présidentielles

À bon entendre

(Signé : **Collectif des chasseurs en colère du Nord**)

L'Ariège à la pointe du combat

En première ligne du combat contre les écolos, avec la présence de l'ours qui, pour la seconde fois, fait annuler l'arrêté "chasse" dans le département par le T.A. de Toulouse à la demande d'un groupuscule "microbien", la Fédération de l'Ariège et son tonique Président, Jean-Luc Fernandez, s'affirme comme les porte-drapeaux de la résistance qui commence à s'organiser, enfler dans le monde cynégétique avec pour conséquence vraisemblable la descente des chasseurs dans les rues très prochainement...

Jean-Luc Fernandez vient de nous adresser deux communiqués qui en disent long sur sa détermination et celle des chasseurs ariégeois qu'il représente.



J-L. Fernandez

"La Fédération Départementale des Chasseurs de l'Ariège a pris connaissance avec plaisir et un grand intérêt du communiqué de la Fédération Nationale des Chasseurs, suite à la réunion de crise de sa cellule gibier d'eau le 29 décembre 2011.

Elle se félicite de cette prise de position ferme et sans concession qu'elle appelle de ses vœux depuis de nombreux mois.

Depuis près de cinq ans, se multiplient, mauvais coups, promesses non tenues

et trahisons à l'encontre des chasseurs. Il ne reste plus que quelques semaines pour mettre fin à la mascarade des tables rondes et autres compromis fumeux. Les responsables de cette situation doivent réagir sans délai. L'outil des représailles sera à notre disposition dans quelques mois.

La trop longue liste des griefs présentés par la cellule gibier d'eau aurait pu être complétée par bien d'autres revendications légitimes, telle la chasse des galliformes de montagne ou la «politique ours» pour les chasseurs Pyrénéens, mais aussi le maintien ou le rétablissement des chasses traditionnelles notamment pour les chasseurs du grand sud.

Espérons, que le vent de la révolte semée par un ministère partisan pousse les chasseurs à lui offrir très bientôt la récolte qu'il mérite."

(N.D.L.R. : on comprend que la revendication va bien au-delà des problèmes spécifiquement ariégeois et qu'elle exprime aussi une montée de la solidarité entre catégorie de chasseurs. Si l'union se fait enfin entre tous les chasseurs, tout sera possible... Oui, nous pourrons !...)

Le deuxième communiqué de la F.D.C. 09 verse dans l'humour. Le Président persifle et reflète bien ce que nous pensons formulons dans notre édito de la semaine précédente...

Subventions publiques de la LPO : rectificatif
La Fédération Départementale des Chasseurs de l'Ariège
communique et fait amende honorable

"Dans un précédent communiqué nous faisons état des subventions du ministère de l'environnement à la L.P.O..

Nous faisons amende honorable grâce à la L.P.O. elle-même (données disponibles sur le site de la F.D.C). En effet en 2010, ce ne sont pas 3,2 millions d'euros d'aides du ministère de l'environnement que cette organisation a perçu mais 2,5 millions d'euros, soit, nous dit-elle, 22 % de son budget annuel qui était donc de 11,3 millions d'euros.

Toujours grâce à la transparence des comptes de la L.P.O., nous savons également que les aides publiques représentaient 45% de son budget annuel soit 5 millions d'euros ! Une paille et une précision que chacun appréciera à sa juste valeur en cette période de rigueur généralisée... pour les autres ! La petite entreprise, pardon association, ne connaît pas la crise.

Cette mise au point était ô combien nécessaire, mais sans doute insuffisante. En effet le directeur de cette éminente association nous dit qu'elle serait forte de 45.000 adhérents (les chasseurs de France sont 1.300.000).

Comme nous aurions aimé connaître le montant de la cotisation de ces derniers, histoire de préciser l'importance et l'origine des dons et legs qui complètent le budget, mais aussi le salaire des permanents et parmi ceux-ci bien sûr celui du directeur !

Les contribuables et, parmi ceux-ci, les citoyens chasseurs, financent donc abondamment la L.P.O. et en tireront les conclusions qui s'imposent. Espérons qu'à l'avenir les généreux donateurs et financeurs en fassent de même.

(N.D.L.R. : en fait c'est pour mieux enfoncer le clou que le Président Fernandez exprime sa "contrition". À lire donc au second degré !)